



Rapport Annuel

Forum des Jeunes sur la
Gouvernance de l'Internet
en République
Démocratique du Congo

Troisième Edition

Le 21 Mai 2025

2025

2025

info@youthigfdrc.cd
www.youthigfdrc.cd





I. Contenu

I. Contenu	02	VII. Recommandations Clés	35
II. Acronymes	03	VIII. Conclusion	39
III. Introduction	04	IX. Statistiques	40
IV. A Propos du FGI Jeune RDC	05	X. Enregistrement & Ressources	41
V. Processus Préparatoire	07	XI. Appui Financier & Autres	42
VI. Déroulement du Forum	10	XII. Contacts	43





II. Acronymes

● ADN :	Agence pour le Développement du Numérique,
● ARPTC :	Autorité des Régulations de la Poste et des Télécommunications du Congo,
● CdSIG :	Ecole Nationale sur la Gouvernance de l'Internet en RDC (de l'anglais, DRC School of Internet Governance),
● DRC :	Democratic Republic of the Congo,
● FGI :	Forum sur la Gouvernance de l'Internet,
● IA :	Intelligence Artificielle,
● ICANN :	Internet Corporation for Assigned Names and Numbers,
● IGF :	Internet Governance Forum,
● ISOC :	Internet Society,
● MAG :	Multi-stakeholder Advisory Group (Groupe Consultatif Multi-acteurs),
● NRI :	National, sub-regional, Regional and Youth IGF Initiatives,
● RDC / RD Congo :	République Democratique du Congo,
● Télécom :	Télécommunications,



III. Introduction

La troisième édition du Forum des Jeunes sur la Gouvernance de l'Internet en République Démocratique du Congo (YOUTH IGF DRC 25) a eu lieu le **21 Mai 2025** dans un format hybride, avec une participation physique à Kinshasa, au sein de **Auditorium Silikin Village à Kinshasa** et une participation virtuelle pour les individus de tous les coins du monde.

Cette année, le Forum était placé sous le thème général:

« Le rôle de la jeunesse dans la réalisation de l'Internet que nous voulons, favorable au développement de la RDC. »

Cette année, le forum avait comme les orientations suivantes sous thème:

- **5G, Internet des Objets, Metaverses et autres technologies émergentes;**
- **Cybersécurité, protection des données et sécurité en ligne;**
- **Infrastructure Internet et Réseaux communauté;**



- **Intelligence Artificielle et développement;**
- **Mésinformation, désinformation et discours de haine sur Internet.**

L'objectif principal de cet événement était de fournir une plateforme d'échange, d'apprentissage et de réseautage pour les jeunes issus de divers horizons afin d'engager des discussions sur la Gouvernance de l'Internet et de contribuer activement à façonner l'écosystème numérique au pays, et dans le monde.

Le Forum vise à souligner le rôle central de la jeunesse congolaise dans l'ère numérique et son potentiel pour favoriser une transformation durable de la société grâce à une participation significative à la gouvernance de l'Internet.

LA 3 ÉDITION DU FGI JEUNES RDC - YOUTH IGF DRC 2025

« Le rôle de la jeunesse dans la réalisation de l'Internet que nous voulons, favorable au développement de la RDC. »

www.youthigfdrc.cd

IV. A Propos du FGI Jeune RDC

Le Forum des Jeunes sur la Gouvernance de l'Internet en RDC (Youth IGF DRC ou FGI Jeune RDC) est une plate-forme qui vise à donner aux jeunes les moyens de participer aux discussions sur les politiques publiques liées à Internet. Il est une initiative multipartite, ascendante, libre, à but non lucratif et dirigée par des jeunes, qui crée une plate-forme ouverte permettant à la jeunesse congolaise de s'engager dans des discussions sur la gouvernance de l'Internet.

Le FGI Jeune RDC a été créé en Décembre 2022 et a été légalement reconnu en Juin 2023 par le Secrétariat du **FGI** comme **initiative FGI** (communément appelé NRI). Il fonctionne ainsi en respectant pleinement les critères et les procédures du FGI.

IV.1. Objectifs

- Connecter les jeunes congolais avec les parties prenantes de l'écosystème Internet congolais.
- Permettre aux jeunes congolais d'identifier les problèmes émergents liés à Internet.

- Créer un écosystème social et académique pour permettre aux jeunes de se cultiver.
- Épargner les jeunes congolais de tous les dangers liés à l'internet à savoir la cyber-sécurité et la criminalité.
- Encourager l'entrepreneuriat des jeunes par le biais des plateformes en ligne.
- Contribuer au renforcement des capacités de la jeunesse congolaise dans la gouvernance de l'Internet.
- Promouvoir l'engagement et la participation des jeunes sur la gouvernance de l'internet en RDC.
- Discuter des questions de politique publique liées aux éléments clés de la gouvernance de l'Internet.

« Il faut sortir de sa zone de confort pour faire entendre sa voix dans l'innovation »

Tracy Kasindu (Orateur Panel 3)



Du FGI Jeune RDC

IV.2. Adhésion

Peut devenir membre tout jeune de 15 à 35 ans qui s'intéresse à la gouvernance de l'Internet. Soit-il du secteur public, secteur privé, société civile, milieux universitaires, milieux techniques, des organisations intergouvernementales, ou simple utilisateur d'Internet. La participation au forum, cependant est gratuite et ouverte à tous sans discrimination d'âge.

IV.3. Comité Organisateur

Le FGI Jeune RDC est organisé par un Groupe Consultatif Multi-Acteurs (**MAG**) constitué de:

1

Athanase BAHIZIRE : Membre du Conseil de ISOC RDC, (Société Civile)

2

Déborah BILAU : Consultante Indépendante, (Secteur Privé)

3

Imaja ITULELO : Agent de l'ARPTC, (Gouvernement)

4

Jonathan LUBILA : Agent de soutien en Informatique, (Communauté Technique)

5

Kevin MUKENDI : Analyste Cybersécurité, (Communauté Technique)

6

Obed KABONGO : Technicien réseau informatique, BUROTOP IRIS, (Secteur Privé)



V. Processus Préparatoire

La préparation de la troisième édition du FGI Jeune RDC (Youth IGF DRC 2025) a été **un processus continu**, tel que voulu par la boîte à outils des initiatives FGI (**NRI toolkit**). Il s'est déroulé en plusieurs étapes notamment:

- La tenue de plusieurs réunions du comité organisateur,
- L'appel à propositions de thématiques,
- L'appel à propositions de sessions,
- L'appel aux bénévoles,
- La publication du formulaire d'inscription,
- Et enfin le forum proprement dit.

V.1. Appel à Propositions de Thématique

En préparation à l'édition 2025 du forum de Jeunes sur la Gouvernance d'Internet en RDC, le comité organisateur a publié **un appel à proposition de thématique** pour la constitution du programme. La formulaire à été **ouvert le 5 Mars 2025**, il a été publié sur le site-web du FGI Jeune RDC au <https://youthigfdrccd/call-for-issues-2025/>, sur les différentes pages de réseaux sociaux du forum, et sur différentes plateformes numérique regroupant les jeunes. Épargner les jeunes congolais de tous les dangers liés à l'internet à savoir la cyber-sécurité et la criminalité.

Le formulaire est resté ouvert jusqu'au **25 Mars 2025** et a récolté des réponses de **118 participants** de 13 différentes provinces du pays et de la diaspora, représentant les 6 parties prenantes différentes dont:

- ➔ 37,3% Secteur privé,
- ➔ 31,4% Société civile,
- ➔ 10,2% Communauté académique,
- ➔ 9,3% Communauté technique,
- ➔ 6,8% Gouvernement,
- ➔ 5,1% Organisations internationales.

APPEL À PROPOSITIONS

La Communauté est invitée à soumettre des domaines thématiques sur lesquels le **YIGF-DRC25** se concentrera.

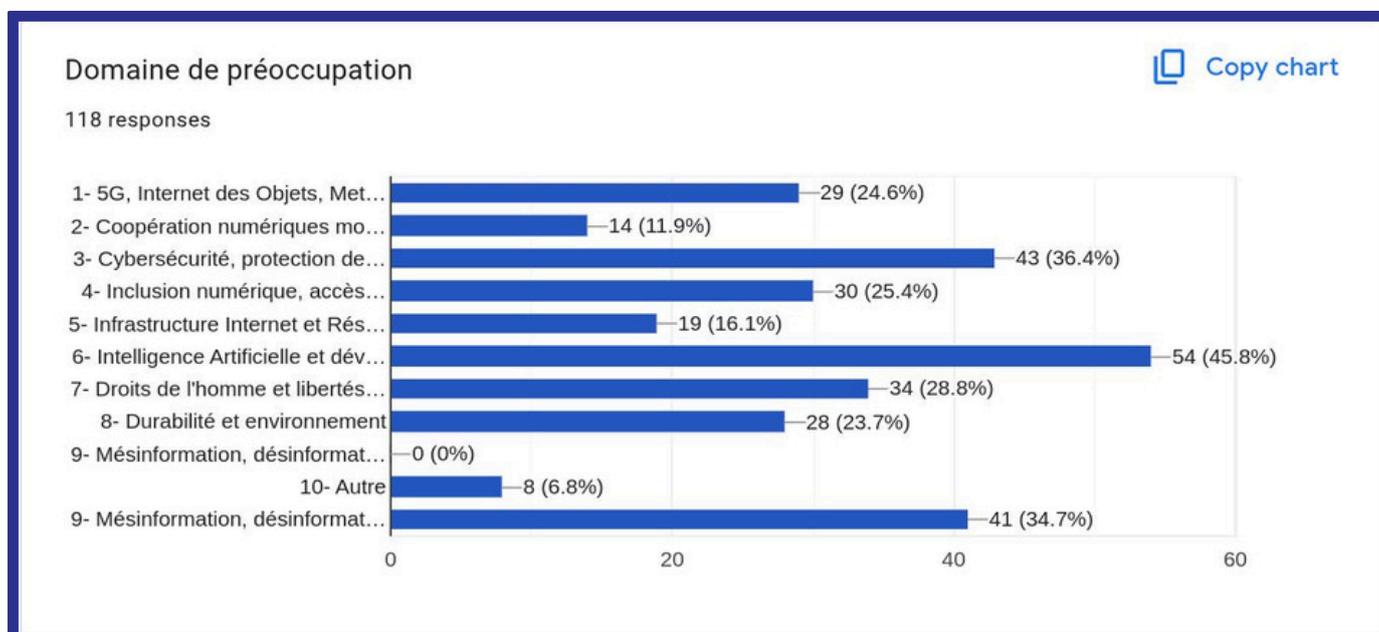
<https://youthigfdrccd/call-for-issues-2025>

Clôture: **25 Mars 2025**

www.youthigfdrccd

Voici options de thématique proposés par le formulaire:

1. 5G, Internet des Objets, Metaverses et autres technologies émergentes;
2. Coopération numériques mondiales (SMSI, Pacte Numérique Mondial);
3. Cybersécurité, protection des données et sécurité en ligne;
4. Inclusion numérique, accès universel et connectivité significative;
5. Infrastructure Internet et Réseaux communauté;
6. Intelligence Artificielle et développement;
7. Droits de l'homme et libertés à l'ère du numérique;
8. Durabilité et environnement;
9. Mésinformation, désinformation et discours de haine sur Internet;
10. Autre.



Le comité organisateur a retenu les 5 thématiques suivants, les 3 premiers étant les plus choisies :

- ➔ Intelligence Artificielle et développement;
- ➔ Cybersécurité, protection des données et sécurité en ligne;
- ➔ Mésinformation, désinformation et discours de haine sur Internet;

- ➔ 5G, Internet des Objets, Metaverses et autres technologies émergentes;
- ➔ Infrastructure Internet et Réseaux communauté;



V.2. Appel à Proposition de Session



constitution du programme final de l'édition 2025 du forum de jeunes sur la gouvernance de l'Internet en RDC. Le formulaire a été **publié le 01 Avril 2025**, sur le site-web au <https://youthigfdrcc.cd/call-for-sessions-2025/>, la liste de diffusion, les pages des réseaux sociaux et autres plateformes du FGI jeune RDC comme à l'accoutumé.

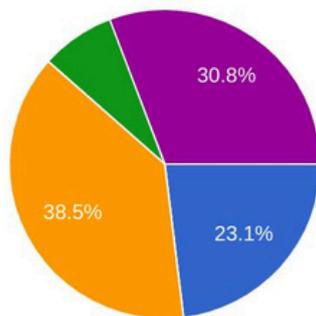
La réception de propositions a été clôturée le 25 Avril 2025 suite au nombre restreint et à la qualité des sessions proposées.

Parmi les 13 propositions reçues, 1 a été retenue et modifiée pour faire partie du programme final de la troisième édition du forum.

Selon le principe ouvert du FGI, le comité organisateur du FGI Jeune RDC a organisé **un appel à proposition de session** pour la

Type de session

13 responses

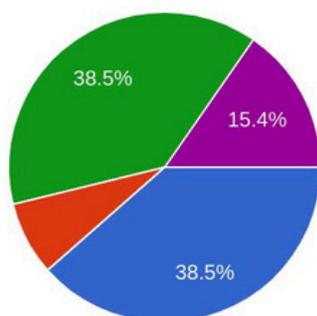


- Atelier
- Débat ouvert
- Panel
- Présentation / Demo
- Autre (à préciser dans la description)

Copy chart

Sous-thème

13 responses



- 5G, Internet des Objets, Metaverses et autres technologies émergentes
- Cybersécurité, protection des données et sécurité en ligne
- Infrastructure Internet et Réseaux communauté
- Intelligence Artificielle et développement
- Mésinformation, désinformation et discours de haine sur Internet.

Copy chart

VI. Déroulement du Forum

Le Mercredi 21 Mai 2025, le Forum des Jeunes sur la Gouvernance de l'Internet en RDC a eu lieu de 09H00' à 17H00', en format hybride à Auditorium Silikin Village

à Kinshasa et en ligne.

Le programme de la journée s'était déroulé comme suit :

VI.1. Cérémonie d'Ouverture



La cérémonie d'ouverture du Forum des Jeunes sur la Gouvernance de l'Internet en RDC a constitué un moment fort, symbolisant l'engagement du pays en faveur de la transformation numérique. Elle a mis en lumière la place essentielle

qu'occupe la jeunesse dans le processus d'élaboration des politiques publiques liées au numérique.

À cette occasion, plusieurs interventions marquantes ont été prononcées :

Maitre de Cérémonie: Sony NGANDU,
Membre du Conseil ISOC RDC

Interventions :

- Allocution de Mr. Athanase BAHIZIRE, Co-coordonnateur du Youth IGF RDC,

- Allocution de Mr. Dominique MIGISHA, Coordonnateur de l'ADN,
- Allocution de Mr. Christian KATENDE, Président de l'ARPTC,
- Allocution de Mr. Augustin KIBASSA MALIBA, Ministre des Postes, Télécommunications et Numérique.

Intervention de Mr. Athanase BAHIZIRE, Co-coordonnateur du YOUTH IGF RDC

Monsieur Athanase BAHIZIRE a mis en avant l'importance de l'implication active des jeunes dans les discussions sur la gouvernance de l'Internet. Il a insisté sur la nécessité de créer des espaces de dialogue inclusifs, où la jeunesse peut exprimer ses idées, influencer les politiques numériques et contribuer à la transformation digitale du pays. Il a également souligné le rôle du FGI Jeune RDC comme plateforme de renforcement des capacités, permettant aux jeunes de participer aux débats régionaux et internationaux sur la gouvernance numérique.



Intervention de Mr. Dominique MIGISHA, Coordonnateur de l'ADN

Monsieur Dominique MIGISHA a axé son intervention sur l'importance de l'inclusion numérique et de la formation des jeunes aux compétences digitales. Il a souligné que la jeunesse congolaise doit être placée au cœur de la dynamique de transformation numérique, non seulement en tant qu'utilisatrice, mais surtout comme actrice et créatrice de solutions technologiques adaptées aux réalités locales.



Dans cette optique, il a annoncé le lancement prochain de plusieurs programmes de formation et d'incubation dédiés aux jeunes entrepreneurs du numérique, avec pour ambition de stimuler l'innovation et de renforcer l'entrepreneuriat technologique à travers le pays. Il a conclu son propos en exprimant sa fierté face à l'engagement croissant des jeunes Congolais dans le secteur du numérique, qu'il considère comme un levier essentiel pour le développement national.

Intervention de Mr. Christian KATENDE, Président de l'ARPTC

Monsieur Christian KATENDE, a mis en lumière les défis et les priorités en matière de développement numérique en RDC. Il a souligné l'urgence de renforcer les infrastructures numériques et de garantir un accès équitable à Internet pour l'ensemble de la population congolaise.

Insistant sur le rôle central de la régulation, il a plaidé pour un cadre réglementaire à la fois protecteur des droits des utilisateurs et propice à l'innovation. Il a également présenté les efforts en cours pour améliorer la connectivité à travers le pays, notamment via des partenariats stratégiques et le déploiement de technologies avancées telles que la 5G et l'Internet par satellite.

Intervention de Mr. Augustin KIBASSA MALIBA, Ministre des Postes, Télécommunications et Numérique

Monsieur Augustin KIBASSA MALIBA, a officiellement ouvert le Forum en réaffirmant l'engagement du gouvernement de soutenir activement les initiatives numériques portées par la jeunesse congolaise. Il a rappelé la vision du Président de la République, Félix Tshisekedi, qui fait du numérique un pilier central pour stimuler la croissance économique et renforcer la gouvernance.



Dans son intervention, le ministre a présenté plusieurs mesures concrètes visant à accélérer la transformation digitale du pays. Parmi celles-ci figurent :

- L'adoption de nouvelles lois sur les télécommunications et le numérique, visant à établir un cadre juridique favorable à l'innovation et à la protection des données personnelles ;
- Le renforcement des infrastructures de connectivité, notamment à travers des partenariats stratégiques pour étendre l'accès à Internet dans les zones rurales ;
- L'introduction prochaine de Starlink en RDC, une solution de connectivité par satellite destinée à desservir les régions les plus enclavées du pays ;

À travers ces engagements, le ministre a souligné la place stratégique de la jeunesse dans l'agenda numérique national et a encouragé sa participation active à la construction d'un écosystème numérique inclusif et résilient.

La cérémonie d'ouverture a marqué le lancement d'un dialogue inclusif sur la gouvernance numérique, plaçant la jeunesse congolaise au cœur des priorités. Les différentes interventions ont traduit une volonté politique affirmée de soutenir la transformation numérique du pays, en misant sur l'innovation, l'inclusion et le renforcement des compétences des jeunes.



VI.2. PANEL 1: Vers une inclusion numérique résiliente : la fibre optique, l'Internet par satellite et l'opérationnalisation de la 5G en RDC

Présentation du panel :

Alors que la République Démocratique du Congo poursuit sa transformation numérique, elle se confronte à des enjeux majeurs liés à l'inclusion, à la couverture équitable du territoire et à la qualité des infrastructures. Ce panel a réuni des acteurs clés pour analyser les récentes avancées technologiques, notamment le lancement des consultations sur l'introduction de la 5G par l'ARPTC, l'arrivée de Starlink comme fournisseur d'accès Internet par satellite, ainsi que le développement continu de la fibre optique. La discussion a permis d'examiner la complémentarité entre ces technologies et leur capacité à réduire les inégalités d'accès à Internet, en particulier pour les jeunes, les femmes et les populations rurales.

Le panel a proposé également une réflexion sur les politiques publiques, les modèles économiques et les cadres réglementaires nécessaires pour assurer une transition numérique inclusive et durable.

Modératrice : Mme. Françoise MUKUKU, Présidente ISOC RDC

Intervenants :

- Mr. Alain BETU, Expert en politiques publiques
- Mr. Eric MUTONJI, Expert en Télécoms et Consultant International
- Mr. Mohammed BOUHELAL, DG Open Access Data Centers
- Mme. Gloria AKA TSHIUNZA, Electronics and Telecommunication Engineer
- Mr. Guylain IGWEZYA, Responsable B2C GVA/CanalBox RDC



Intervention de Mr. Éric MUTONJI, Expert en Télécoms et Consultant International

Monsieur Éric MUTONJI commence par rappeler l'évolution des générations de téléphonie mobile, de la 1G à la 4G, et leur impact sur la vitesse de connexion, la capacité de transmission de données et la gestion des connexions simultanées. Il souligne que malgré les avancées, l'Afrique – et plus spécifiquement certains pays – ne bénéficie pas encore pleinement des capacités techniques promises par la 4G. En pratique, les vitesses restent faibles (autour de 40-50 Mbps).

Il identifie un problème central : le manque d'aménagement et de réorganisation du spectre radioélectrique, un « boulevard » qu'il faut réaménager pour permettre à toutes les technologies de coexister efficacement. Selon lui, la 5G représente une opportunité, mais qui ne peut être saisie sans une concertation entre tous les acteurs du secteur afin de dégager les bandes nécessaires aux nouvelles technologies.



Intervention de Mr. Guylain IGWEZYA, Responsable B2C GVA/CanalBox RDC

Monsieur Guylain IGWEZYA apporte le point de vue d'un fournisseur d'accès Internet à travers la fibre optique. Il explique que le déploiement de la fibre jusqu'aux foyers (FTTH) est récent dans le contexte local (3-4 ans) et se heurte à plusieurs obstacles majeurs :

- Inexistence d'un réseau de poteaux adapté pour supporter les câbles de fibre, notamment dans les zones non structurées. Il mentionne la cohabitation difficile avec les infrastructures de la SNEL (compagnie électrique), qui pose des risques (feux, détériorations).



- Problèmes d'alimentation électrique : beaucoup de foyers n'ont pas une autonomie suffisante en électricité pour utiliser leur box en continu.
- Pouvoir d'achat limité des populations, rendant difficile l'accès aux offres malgré leur disponibilité.

Il propose des pistes concrètes :

- Créer un réseau national d'infrastructures passives (poteaux, conduites, etc.), éventuellement via un partenariat public-privé.
- Mettre en place des points de connexion communautaires pour les zones défavorisées.
- Encourager le développement de nouveaux modèles économiques, comme les kiosques de réabonnement ou les mini-distributeurs.



Intervention de Mme. Gloria AKA TSHIUNZA, Ingénieure spécialisée dans les télécommunications

Madame Gloria TSHIUNZA, a souligné les difficultés rencontrées pour connecter les zones isolées. Elle a expliqué que les opérateurs évitent souvent d'investir dans ces zones à faible densité de population car les infrastructures sont coûteuses (installation de pylônes, alimentation en électricité, maintenance, etc.). Dans certains cas, des solutions low-cost alimentées par panneaux solaires permettent une connexion limitée, mais souvent seulement durant la journée. Elle a cependant évoqué une technologie prometteuse : les "communications non basées sur le spectre" (semblable au micro-ondes), qui offre une bonne capacité et moins d'interférences. Elle recommande donc d'explorer et de soutenir le déploiement de ces technologies alternatives pour garantir une couverture dans les zones rurales.



Intervention de Mr. Alain BETU, Expert en politiques publiques

Monsieur Alain BETU a apporté une analyse stratégique. Il rappelle que malgré les défis actuels (notamment l'aménagement du spectre radioélectrique), il est nécessaire de préparer l'introduction de la 5G. Il insiste sur le fait que la 5G n'est pas seulement une question de vitesse, mais aussi un levier d'innovation, d'investissement et de croissance économique. Selon lui, le problème principal réside dans la disponibilité du spectre, qui doit être réaménagé de manière planifiée.

Il recommande une feuille de route nationale du spectre, avec six étapes, dont l'identification des bandes de fréquences, la libération de certaines fréquences utilisées par d'autres services, et l'introduction de la neutralité technologique (accorder des autorisations indépendantes de la technologie utilisée). Il préconise aussi d'accélérer le déploiement de la 4G, car celle-ci servira de socle pour la 5G, et de penser à la disparition progressive des technologies 2G et 3G dans les 5 à 10 prochaines années.



Intervention de Mr. Mohammed BOUHELAL, DG Open Access Data Centers

Monsieur Mohamed, spécialiste des centres de données et avec une expérience dans les pays du Moyen-Orient, a recentré le débat sur le concept même de connectivité. Selon lui, la connectivité ne commence pas avec la 5G, mais bien en amont avec la production et la disponibilité des données. Il explique que différentes technologies (satellite, fibre optique, 4G/5G) sont complémentaires, et qu'il faut les considérer comme un tout cohérent dans la chaîne de valeur numérique. Il recommande ainsi une approche stratégique globale fondée sur les besoins réels du pays, avec des priorités claires, un soutien à l'hébergement local des données, et un équilibre entre investissement dans l'infrastructure et accessibilité des services pour tous.



VI.3. PANEL 2: La place de la RDC comme pays solution pour le développement de l'Intelligence Artificiel et des nouvelles technologies

Présentation du panel :

Ce panel a été organisé dans l'objectif de réfléchir à la feuille de route nécessaire pour faire de la République Démocratique du Congo un hub technologique régional et un acteur clé dans l'ère numérique mondiale. À l'heure où l'intelligence artificielle (IA) et les technologies émergentes redéfinissent profondément l'économie mondiale, l'Afrique, et plus particulièrement la RDC, est appelée à jouer un rôle stratégique dans la construction d'un écosystème numérique innovant, inclusif et durable.

Forte d'une population jeune, d'un potentiel minier considérable (notamment en cobalt et en lithium, ressources essentielles aux technologies modernes), ainsi que d'un marché en pleine croissance, la RDC

présente des atouts majeurs pour se positionner non seulement comme consommatrice, mais également comme productrice et fournisseur de solutions technologiques, dans des domaines tels que l'IA, la robotique, l'Internet des objets (IoT) ou encore la blockchain.

Modérateur: Mr. Serge LUMUNA, Expert en TIC, Assemblée Nationale

Intervenants :

- Mr. Gad NSIMBA, Expert en IA et Cofondateur MeyeleAI
- Mr. Onésime MBULAYI, Professeur à UNIKIN, chercheur en IA
- Mr. Mohammed BOUHELAL, DG Open Access Data Centers
- Mr. Guy Germain MBAKI, Consultant expert en Cybersécurité



Intervention de Mr. Gad NSIMBA, Expert en IA et Cofondateur MayeleAI

Monsieur Gad NSIMBA a particulièrement mise en avant une innovation - Mayele AI, une intelligence artificielle congolaise multilingue, en cours de développement, qui ambitionne d'intégrer les langues nationales dans les systèmes intelligents et de répondre à des besoins locaux spécifiques.

En outre, il a rappelé que les hommes les plus riches au monde aujourd'hui ne vendent plus des biens matériels, mais contrôlent l'information et les données numériques. Sept des dix premières fortunes mondiales sont issues du secteur technologique. Ce constat souligne la nécessité pour la RDC d'orienter ses efforts vers l'appropriation et le contrôle souverain de ses données, afin d'en faire un levier économique majeur.

Notant que: **« Il est temps que les Congolais produisent leur propre IA, pas qu'ils consomment passivement celles des autres. »**

Il a plaidé pour le développement de modèles IA adaptés à la culture congolaise, intégrant les langues et les spécificités sociales locales.



Intervention de Mr. Onésime MBULAYI, Professeur à UNIKIN, chercheur en IA

Monsieur Onésime MBULAYI a évoqué la nécessité d'une application, conçue pour centraliser des données utiles à la population congolaise, témoignant de la capacité locale à concevoir des solutions IA adaptées aux réalités du pays, malgré l'absence d'infrastructures solides.

Il a raconté comment l'absence d'accès aux données médicales en RDC a bloqué un partenariat de recherche avec l'Université, sur un projet IA de détection du cancer du poumon. Il a plaidé pour une politique d'ouverture des données à des fins scientifiques.

Les discussions ont permis de soulever plusieurs freins structurels au développement de l'IA en RDC :

- Absence de données locales ouvertes et accessibles : Sans bases de données nationales, difficile de développer des algorithmes ancrés dans la réalité congolaise.
- Manque de cadre réglementaire : L'absence d'une politique publique claire empêche un développement éthique et sécurisé de l'IA.
- Faible connectivité et infrastructures numériques limitées, en particulier dans les zones rurales.
- Cybersécurité fragile : La conception de solutions IA sans intégration préalable de la cybersécurité les rend vulnérables.



Intervention de Mr. Guy Germain MBAKI, Consultant expert en Cybersécurité

Monsieur Guy Germain MBAKI a souligné que l'IA ne peut être responsable sans protection robuste des données. Il a alerté sur les cyberattaques fréquentes, notamment les tentatives d'hameçonnage ou les usages malveillants des plateformes numériques, citant l'exemple d'un piège numérique ayant conduit des jeunes filles congolaises à un faux entretien d'embauche à l'étranger.

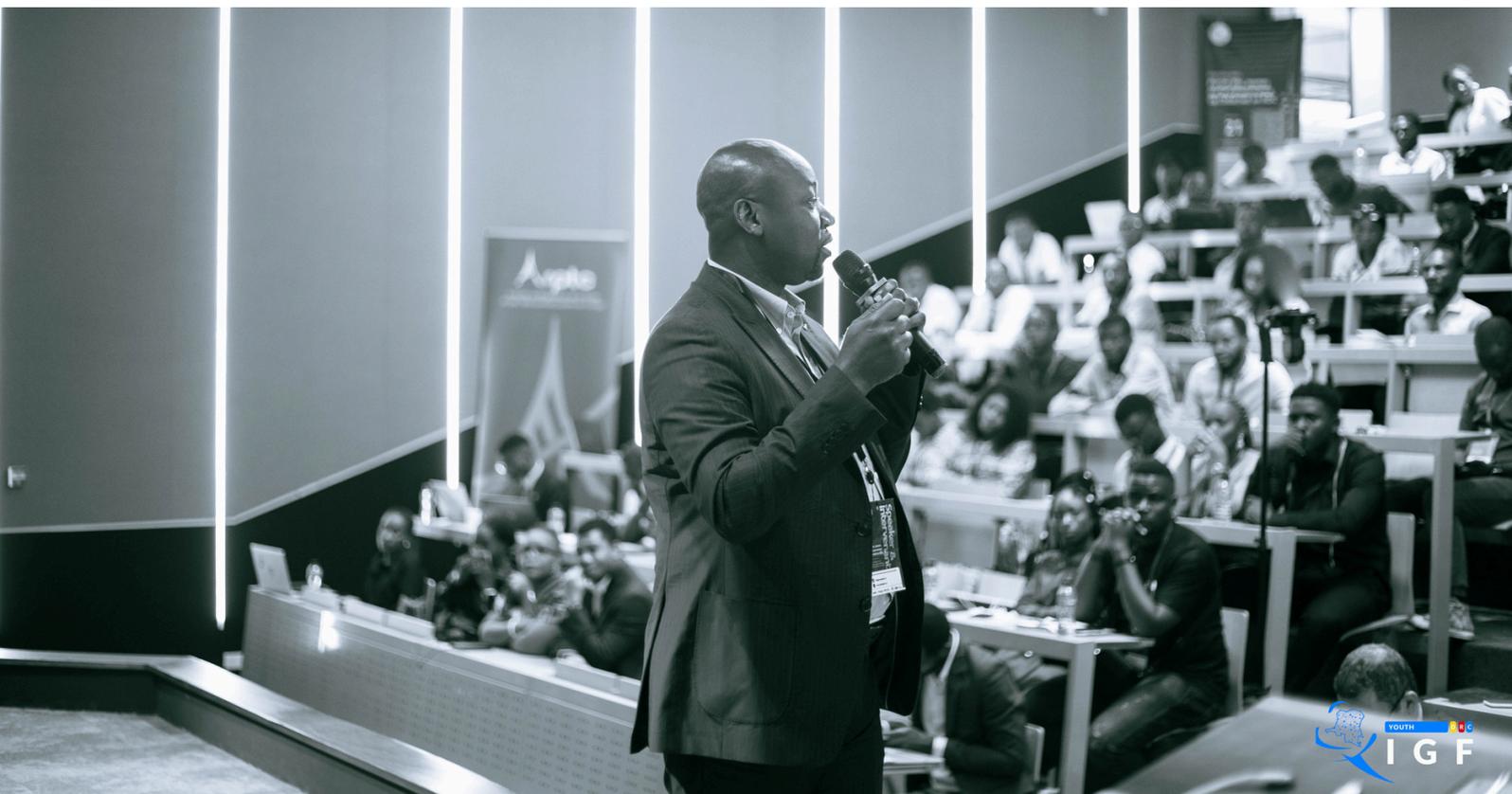
Il a aussi abordé la protection des données personnelles. Il a été souligné que toute solution numérique, dès sa conception, doit intégrer des mécanismes de sécurité pour garantir la confidentialité et l'intégrité des données. Il a noté que « **Pas de numérique sans cybersécurité. Pas d'IA responsable sans protection des données.** »

Il a insisté sur la formation des jeunes aux enjeux de sécurité numérique.



Ce panel a permis de rappeler que la RDC ne doit pas rester un simple consommateur d'IA, mais peut devenir un acteur et producteur de solutions intelligentes africaines. En misant sur l'industrialisation

locale, la maîtrise des données et la formation des jeunes, la RDC peut transformer ses ressources naturelles et humaines en leviers de souveraineté technologique durable.





VI.4. PANEL 3: La jeunesse congolaise, levier de la transformation numérique et boussole du développement de la RDC

Présentation du panel :

Ce panel a mis en lumière le rôle central des jeunes entrepreneurs, développeurs et innovateurs dans la transformation numérique de la RDC. Il a abordé les défis et opportunités liés à l'intelligence artificielle (IA), à l'entrepreneuriat technologique et à l'inclusion numérique. Les échanges ont mis en évidence plusieurs axes essentiels : la nécessité d'une formation holistique intégrant l'IA, l'éthique, l'introspection et la communication ; l'importance de la structuration juridique des startups (cap tables, Safe Notes, etc.); et le besoin

urgent d'une inclusion accrue des femmes et de la jeunesse dans la prise de décision et les innovations numériques.

Modératrice: Anuarite MATHE, Si Jeunesse Savait

Intervenants :

- Mr. Felix MALU, Formateur en IA Générative
- Mme. Treacy KASINDU, Fondatrice et CEO de FlyNanga
- Mr. Christel ILAKA, Co-founder VaultPay
- Mr. Hosni DUBU, Directeur Général Qalyx

Intervention de Mr. Felix MALU, Formateur en IA Générative

Monsieur Félix MALU a rappelé que les compétences numériques indispensables vont bien au-delà de la simple maîtrise technique d'un clavier ou d'un smartphone. Il ne suffit plus d'être capable d'utiliser des outils digitaux; il faut également développer des compétences transversales: la communication, l'intelligence émotionnelle, l'esprit critique; qui permettent de collaborer efficacement, de s'adapter et d'apprendre continuellement dans un monde en perpétuelle évolution. La capacité de remise en question devient alors une compétence clé: chaque jeune doit apprendre à se connaître, à identifier ce qu'il ou elle veut devenir, et à rester dans une dynamique d'apprentissage constant.

Félix MALU a souligné avec force que le numérique doit être considéré comme un levier stratégique, et non comme une finalité. Il a mis en garde contre la délégation prématurée à l'intelligence artificielle, affirmant : **« Le numérique est un levier, pas une fin. Ne délégez pas à l'IA ce que vous n'avez pas encore maîtrisé. »**

Il a insisté sur la nécessité de développer d'abord une expertise humaine solide avant toute automatisation, et a appelé à une utilisation responsable de l'IA, notamment pour préserver le développement cognitif des enfants. Il a enfin encouragé les jeunes à s'entourer de profils complémentaires, juridiques, scientifiques, techniques, afin de construire des projets numériques durables, structurés et porteurs de sens.





Intervention de Mr. Christel ILAKA, Co-founder VaultPay

Il a témoigné de son parcours, de ses débuts en économie à Lubumbashi jusqu'à son poste d'ingénieur chez Google à New York et Toronto. Ce chemin, selon lui, n'a été possible que grâce au numérique. Il a mis en avant l'importance du secteur fintech comme levier d'inclusion économique, avec des solutions adaptées aux réalités locales.

Il a également évoqué son retour au pays et le potentiel du numérique en RDC, appelant les jeunes à ne pas attendre l'État pour innover. Il a recommandé de s'armer de compétences solides, de collaborer avec des experts, et surtout de participer à des conférences pour « se vendre » intelligemment : développer son expertise, son image et son message.

Intervention de Mme. Trecy KASINDU, Fondatrice et CEO de FlyNanga

Madame Trecy KASINDU a partagé son expérience en tant que fondatrice de l'application FlyNanga, qui digitalise les services d'expédition entre l'Afrique et l'Europe. Elle a invité les jeunes – et particulièrement les jeunes femmes – à oser entreprendre, même dans des secteurs traditionnellement dominés par les hommes : « Il faut sortir de sa zone de confort pour faire entendre sa voix dans l'innovation. »

Elle a encouragé à voir l'entrepreneuriat comme un service à la communauté, en innovant pour résoudre des problèmes concrets. Elle a insisté sur le fait que les grandes réussites naissent d'une volonté d'apporter des solutions utiles à la population, non de la recherche de la célébrité.



Intervention de Mr. Hosni DUBU, Directeur Général Qalyx

Monsieur Hosni DUBU a abordé la sécurité numérique et la conformité réglementaire, des éléments qu'il juge indispensables dans un contexte de transformation digitale croissante. Il a insisté sur la nécessité d'avoir des cadres réglementaires clairs, qui protègent les jeunes entrepreneurs tout en stimulant l'innovation.

Il a encouragé l'émergence de solutions locales capables de répondre aux défis internationaux, notamment en matière d'énergie ou de connectivité, souvent imposés par les contraintes congolaises. Ces solutions peuvent devenir des références mondiales, à condition d'être sécurisées et testées selon des standards internationaux. Il a également rappelé que la communication et la posture professionnelle sont essentielles pour convaincre, au-delà des compétences techniques.



Ce panel a démontré que la jeunesse congolaise est un moteur essentiel de la transformation numérique. Toutefois, cette transformation ne sera durable que si elle est inclusive, bien structurée et accompagnée par des politiques adéquates. L'éducation numérique, l'inclusion sociale et l'entrepreneuriat restent les piliers pour permettre à la jeunesse de jouer pleinement son rôle dans l'évolution technologique du pays.



VI.5. PANEL 4: Lutte contre la désinformation et le discours de haine en période de guerre, cas du Kivu.

Présentation du panel :

Ce panel a réuni des experts de divers horizons — journalistes, juristes, activistes numériques et spécialistes en cybersécurité — pour aborder les défis croissants de la désinformation en ligne, particulièrement dans le contexte fragile du Kivu en RDC. À travers des échanges riches, les intervenants ont analysé le rôle des plateformes numériques dans la propagation des discours haineux et des fausses informations, soulignant les limites des outils de modération existants, notamment pour les langues locales. Le panel a également mis en avant l'importance d'un cadre juridique robuste, la nécessité de sensibiliser les populations à la vérification des sources, et la création d'alternatives technologiques adaptées aux réalités congolaises.

Modérateur: Mr. Athanase BAHIZIRE, Co-coordonnateur, Youth IGF DRC

Intervenants :

- Mr. Arsène TUNGALI, DE Rudi International
- Mr. Kevin MUKENDI, Coordonnateur Youth IGF DRC
- Me. Joel KASONGO, Membre du Conseil d'Administration Law & Technologies
- Mme. Glody NDAYA, Experte en communication et DG de Eventsrdc
- Mme. Nadine KAMPIRE, Coordonnatrice Afia-Amani Grand-Lacs, Goma
- Mme. Lena SLACHMUIJLDER, Executive Director, Digital Peace building et Search for common ground





Intervention de Mme. Glody NDAYA, Experte en communication et DG de Eventsrdc

Madame Glody NDAYA a introduit le sujet de la lutte contre la désinformation et les discours de haine dans le contexte actuel de la République démocratique du Congo, en particulier pendant la période de guerre. Elle a expliqué que la désinformation consiste en la diffusion intentionnelle de fausses informations visant à créer la peur et la déstabilisation. Les discours de haine, quant à eux, cherchent à insulter ou dénigrer des individus ou groupes. Elle a souligné que le numérique, notamment les réseaux sociaux, est aujourd'hui un terrain privilégié pour ces attaques, avec des campagnes ciblées qui cherchent à dresser les communautés les unes contre les autres. Ce phénomène exacerbe les tensions, notamment dans les zones de conflit. Glody a insisté sur la nécessité de sensibiliser les populations à la vérification des informations pour éviter la propagation de fausses nouvelles qui peuvent avoir des conséquences graves, comme des déplacements forcés ou des violences.

Intervention de Mr. Arsène TUNGALI, DE Rudi International

Monsieur Arsène TUNGALI a évoqué l'impact des réseaux sociaux dans la diffusion rapide et massive de l'information, ce qui rend difficile la vérification des contenus. Il a expliqué que la facilité d'accès aux plateformes comme Facebook, WhatsApp ou TikTok donne à chacun la possibilité de devenir un « journaliste » instantané, mais sans forcément avoir les outils ou la rigueur pour vérifier les faits. Cette situation accroît le risque de désinformation. Il a également parlé des efforts déployés pour éduquer et sensibiliser les communautés afin qu'elles apprennent à ne pas croire aveuglément tout ce qui circule en ligne et à ne pas partager des informations non vérifiées. Ce travail est crucial pour limiter les conséquences négatives de la désinformation dans des contextes sensibles comme la guerre.



Intervention de Me. Joel KASONGO, Membre du Conseil d'Administration Law & Technologies

Maître Joël KASONGO a rappelé que la désinformation est désormais une arme utilisée dans les conflits, au même titre que les armes classiques. Il a expliqué que la Constitution de la RDC garantit la liberté d'expression et d'information, mais que cette liberté connaît des limites, notamment lorsqu'il s'agit de discours haineux ou de fausses informations qui peuvent nuire à la paix sociale.

Il a mentionné l'ordonnance du 13 mars 2023 sur le numérique, qui introduit des dispositions légales spécifiques visant à réguler les contenus diffusés sur Internet, y compris les discours de haine. Les articles 356 et 360 du nouveau code numérique punissent ainsi la diffusion de discours discriminatoires ou haineux. Selon lui, l'espace numérique n'est pas une zone de non-droit, et il est essentiel que les utilisateurs comprennent que partager des contenus nuisibles constitue une infraction. Il a souligné l'importance d'un cadre juridique adapté pour protéger la population et réguler les plateformes numériques.



Intervention de Mme. Nadine KAMPIRE, Coordonnatrice Afia-Amani Grand- Lacs, Goma

Madame Nadine KAMPIRE a mis en lumière le rôle complexe des grandes plateformes comme Facebook, Instagram et TikTok dans la propagation de la désinformation. Elle a reconnu que malgré les efforts pour modérer les contenus, ces plateformes rencontrent des difficultés à détecter et filtrer les contenus nuisibles, en particulier dans les langues locales ou dans des contextes spécifiques comme la RDC. Elle a insisté sur la nécessité d'une meilleure collaboration entre les géants du numérique, les acteurs locaux, les fact-checkers (Congo Check et balobaki) et les organisations de la société civile pour améliorer la détection des fake news et des discours haineux. Elle a également évoqué le besoin de dispositifs d'alerte et de régulation plus efficaces pour limiter la viralité des contenus nuisibles, tout en soulignant que ces défis représentent un enjeu mondial, mais particulièrement critique dans les zones de conflit.



Intervention de Mme. Lena SLACHMUIJLDER, Executive Director, Digital Peace building et Search for common ground

Madame Léna SLACHMUIJLDER a lancé un message fort :

« Personne ne nous a pris en otage pour rester sur ces plateformes. Migrons si elles refusent d'être responsables. »

Elle a mis en lumière les dangers structurels des plateformes numériques, conçues pour maximiser l'attention des utilisateurs, quitte à favoriser la haine, la désinformation et l'addiction. Elle a souligné que le problème n'est pas tant lié aux comportements individuels, mais plutôt à l'architecture même de ces plateformes, guidée par des intérêts économiques. Elle a plaidé pour une régulation plus forte de ces systèmes, afin que les algorithmes privilégient des contenus de qualité plutôt que ceux générant de l'engagement toxique.

Léna a aussi insisté sur la responsabilité des modérateurs de groupes en ligne et a appelé à renforcer leur rôle par la formation et des outils concrets. Enfin, elle a encouragé les gouvernements africains à suivre l'exemple de pays comme le Brésil ou le Kenya, en adoptant des lois ambitieuses qui protègent les citoyens, notamment les plus jeunes, contre les dérives numériques.



Intervention de Mr. Kevin MUKENDI, Coordonnateur Youth IGF DRC

Kevin MUKENDI, Coordonnateur Youth IGF DRC a souligné l'importance de la sensibilisation et de l'engagement de la jeunesse dans la lutte contre la désinformation en ligne. À travers les forums organisés par son réseau, des discussions régulières sur la désinformation sont menées, accompagnées de recommandations concrètes relayées aux autorités. Il a également insisté sur le rôle que jouent les jeunes à l'échelle nationale, régionale et mondiale en partageant les réalités congolaises dans les espaces de gouvernance numérique. Membre du conseil d'administration d'Internet Society, Kevin a mentionné l'existence de financements pour soutenir des projets locaux innovants, comme des jeux éducatifs ou des plateformes de vérification, contribuant à bâtir un internet plus sûr. Il a enfin encouragé l'organisation de rencontres citoyennes régulières pour renforcer la culture numérique et la responsabilité collective face à la désinformation.



Ce panel a démontré que la jeunesse congolaise est un moteur essentiel de la transformation numérique. Toutefois, cette transformation ne sera durable que si elle est inclusive, bien structurée et accompagnée par des politiques

adéquates. L'éducation numérique, l'inclusion sociale et l'entrepreneuriat restent les piliers pour permettre à la jeunesse de jouer pleinement son rôle dans l'évolution technologique du pays.



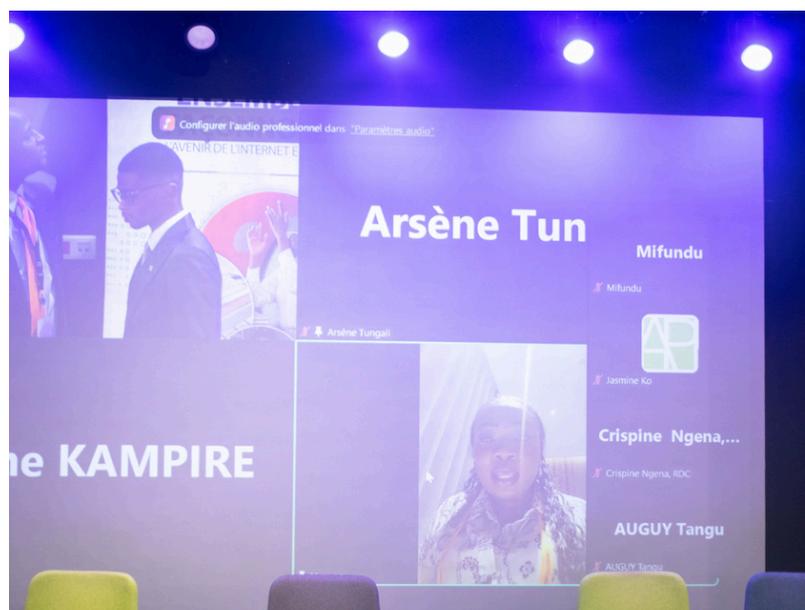
VI.6. TABLE RONDE: Dialogue intergénérationnel avec les parlementaires sur les législations du numérique

Intervenants :

- Hon. Safari AYOBANGIRA, Assemblée Nationale
- Hon. Christelle VUANGA MUKONGO, Parlementaire - Assemblée Nationale

Honorable Christelle VUANGA MUKONGO, Parlementaire très engagée dans la défense des droits humains, a salué l'initiative du Forum des jeunes sur la gouvernance de l'internet et rappelé l'urgence d'adapter le cadre légal congolais aux réalités numériques. Elle a insisté sur la nécessité de penser une quatrième génération de droits humains, axée sur la technologie et le numérique, en complément des droits civils, politiques, économiques, sociaux, culturels et collectifs déjà reconnus. Elle a souligné le manque de vulgarisation autour du Code du numérique, encore largement inconnu par la population, et a mis en garde contre les conséquences de ce vide d'information, surtout pour les femmes et les enfants, principales victimes de violences numériques. Elle a annoncé la création, au sein de l'Assemblée nationale, d'un groupe parlementaire chargé de relire chaque projet de loi à travers le prisme du numérique, de la protection des droits et de l'inclusion. Elle a aussi appelé à une prise de conscience collective sur les risques liés à l'absence de régulation dans l'espace numérique congolais.

De son côté, l'honorable Safari AYOBANGIRA a rappelé l'importance d'une approche collaborative entre les institutions étatiques, les parlementaires, la société civile et les jeunes, pour bâtir une gouvernance de l'internet respectueuse des droits fondamentaux. Il a mis en avant l'expérience acquise lors des travaux de la commission numérique au sein de l'Assemblée nationale, et souligné les efforts déjà entrepris pour inclure la dimension numérique dans les débats parlementaires. Il a encouragé les jeunes à continuer à porter leur voix, notamment en formulant des recommandations concrètes et en participant activement aux consultations publiques. Pour lui, l'avenir du numérique en RDC passe par l'éducation, la sensibilisation et l'implication de tous les acteurs, afin que les innovations technologiques servent le développement et l'inclusion, plutôt que d'aggraver les inégalités.





VI.7. Cérémonie de Clôture

Maitre de Cérémonie : Sony NGANDU, Membre du Conseil ISOC RDC

Interventions :

- Mr. Arsène TUNGALI, Secrétaire Exécutif FGI RDC
- Mr, Kevin MUKENDI, Coordonnateur Youth IGF DRC
- Hon. Safari AYOBANGIRA, Parlementaire - Assemblée Nationale

Allocution de Mr. Arsène TUNGALI, Secrétaire Exécutif FGI RDC

Monsieur Arsène TUNGALI a commencé par saluer chaleureusement toutes les personnes présentes ainsi que celles qui ont suivi les activités en ligne, félicitant l'audience pour sa participation active tout au long du forum. Il a rappelé que ces activités font partie d'une initiative globale portée par les Nations Unies depuis 2005, visant à renforcer la gouvernance de l'internet au niveau mondial, continental et national.

Il a insisté sur l'importance d'une participation conjointe des jeunes, des décideurs et des parlementaires, en lançant une invitation à tous les acteurs concernés à s'engager activement dans les prochaines éditions des forums africains et mondiaux, notamment ceux prévus en juin. Il a rappelé que les recommandations issues des forums nationaux sont relayées aux niveaux régional (Afrique centrale), continental et mondial, citant en particulier le prochain forum africain qui se tiendra en Tanzanie ainsi que le forum mondial programmé en Norvège. Il a encouragé les participants intéressés à se rapprocher des organisateurs afin de préparer leur participation à ces rendez-vous internationaux.

Enfin, il a remercié les organisateurs du Forum des Jeunes sur la Gouvernance de l'Internet en RDC pour leur engagement et a souhaité plein succès à tous les participants, en insistant sur la continuité de l'action collective dans ce domaine crucial.

Allocution de Mr. Kevin MUKENDI, Coordonnateur Youth IGF DRC

Monsieur Kevin MUKENDI a ouvert son intervention en saluant les autorités présentes, dont le ministre des Postes et Télécommunications, les représentants des agences du numérique, ainsi que tous les jeunes acteurs engagés dans la transformation numérique en RDC.

Il a rappelé que cette troisième édition du Forum des Jeunes sur la Gouvernance de l'Internet confirme que la jeunesse congolaise est pleinement mobilisée pour participer aux débats et à la construction d'une gouvernance numérique inclusive. Kevin a insisté sur le fait que la voix des jeunes est non seulement entendue mais aussi capable de proposer des solutions concrètes pour le développement numérique.

Il a encouragé la transformation des réflexions en actions concrètes, en insistant sur la nécessité d'un suivi rigoureux des recommandations formulées lors du forum et d'un engagement continu dans la participation politique numérique. Enfin, Kevin a remercié chaleureusement tous les partenaires, panélistes, participants, ainsi que l'équipe d'organisation, soulignant que sans leur énergie et leur détermination, ce succès n'aurait pas été possible. Il a clôturé en invitant tous à continuer à travailler ensemble pour bâtir un internet au service du développement de la RDC, avec un rendez-vous fixé à la prochaine édition.



Allocution de Hon. Safari AYOBANGIRA, Assemblée Nationale

L'honorable Safari AYOBANGIRA, en tant que représentant officiel du parlement, a eu l'honneur de clore le forum a d'abord remercié les organisateurs, notamment le comité et les volontaires jeunesse, ainsi que les exécutifs impliqués dans la promotion des débats numériques en RDC. Il a encouragé les jeunes à s'engager pleinement dans les processus liés à la gouvernance de l'internet, en soulignant que cette participation ne concerne pas seulement la jeunesse, mais aussi les femmes, les législateurs, les acteurs du secteur public et privé, ainsi que la société civile.

L'honorable Safari a également souligné l'importance de la collaboration entre décideurs gouvernementaux, société civile, partenaires techniques et acteurs du secteur privé, afin de trouver des solutions efficaces aux enjeux numériques, notamment la promotion de l'intelligence artificielle et la lutte contre la désinformation.



VII. Recommandations clés

VII.1. Panel 1 : Vers une inclusion numérique résiliente : la fibre optique, l'Internet par satellite et l'opérationnalisation de la 5G en RDC.

1. Réaménager le spectre radioélectrique

- Libérer les bandes nécessaires à la 5G et aux autres services modernes, notamment la bande 3,5 GHz.
- Accélérer ce réaménagement pour anticiper la transition et intégrer une neutralité technologique claire dans l'attribution des fréquences.
- Élaborer une feuille de route nationale sur la gestion du spectre, incluant la planification du basculement vers la 5G et la disparition progressive des anciennes générations (2G/3G).

2. Harmoniser et partager les infrastructures physiques

- Harmoniser les infrastructures physiques, notamment les supports pour câbles (réseaux de poteaux, conduits).
- Créer un réseau neutre d'infrastructures partagées, financé par l'État ou via des partenariats public-privé, pour réduire les coûts et faciliter l'accès.

3. Investir dans des solutions d'énergie alternatives

- Promouvoir et déployer des solutions d'énergie alternative, notamment solaire, pour pallier les coupures électriques fréquentes, particulièrement dans les zones rurales.

4. Promouvoir des modèles économiques inclusifs

- Encourager des modèles inclusifs comme les points communautaires d'accès à internet et les systèmes de réabonnement simplifiés pour améliorer l'accessibilité numérique.

5. Déployer des solutions adaptées aux zones rurales

- Favoriser les réseaux autonomes à énergie solaire et autres solutions low-cost pour connecter les zones reculées.
- Explorer et soutenir des alternatives technologiques innovantes, par exemple des modes de communication non basés sur les fréquences traditionnelles.

6. Renforcer la 4G comme socle technologique

- Consolider la couverture et la qualité 4G pour assurer une transition fluide vers la 5G.

7. Adopter une approche stratégique globale

- Intégrer différentes technologies (satellite, fibre optique, 4G/5G) dans une stratégie cohérente pour améliorer la connectivité nationale.
- Prioriser l'hébergement local des données pour renforcer la souveraineté numérique et la sécurité.

8. Assurer un équilibre entre investissement et accessibilité

- Veiller à ce que les investissements dans l'infrastructure s'accompagnent d'une politique favorisant l'accessibilité des services numériques pour l'ensemble de la population.

VII. 2. Panel 2 : La place de la RDC comme pays solution pour le développement de l'Intelligence Artificiel et des nouvelles technologies

1. Renforcement de la Jeunesse et des Ingénieurs Locaux

- Encourager et soutenir la jeunesse et les ingénieurs congolais à développer des solutions technologiques adaptées au contexte national.
- Promouvoir l'entrepreneuriat technologique en donnant plus de visibilité et d'appui aux projets locaux innovants.

2. Vision Politique et Stratégique Nationale

- Élaborer une politique nationale claire et ambitieuse sur l'IA et les nouvelles technologies avec une vision à long terme (horizon 2025-2030).
- Intégrer l'intelligence artificielle dans les plans de développement économique et technologique du pays.

3. Protection et Sécurisation des Données

- Mettre en place des cadres robustes pour la protection des données personnelles, en conformité avec les normes internationales.
- Intégrer la cybersécurité dès la conception des projets et applications d'IA pour éviter les vulnérabilités.
- Sensibiliser sur l'importance de la sécurisation des données face aux risques d'exploitation abusive.

4. Développement des Capacités et Recherche

- Renforcer les universités et centres de recherche pour qu'ils jouent un rôle actif dans le développement et la maîtrise des technologies d'IA.
- Investir davantage dans la recherche scientifique et technologique en IA et en cybersécurité.

5. Collecte et Gestion des Données Locales

- Structurer la collecte des données nationales, notamment via des partenariats avec des institutions comme les musées nationaux et autres centres culturels.
- Intégrer les langues nationales dans les projets d'intelligence artificielle pour garantir une meilleure inclusion numérique.

6. Infrastructure Technologique Locale

- Développer des infrastructures locales d'hébergement de données (serveurs, data centers) pour réduire la dépendance aux services étrangers.
- Favoriser l'accès à des solutions cloud sécurisées et adaptées aux réalités du pays.

7. Encadrement Juridique et Réglementaire

- Mettre en place un cadre juridique solide intégrant les aspects techniques, organisationnels, humains et légaux pour encadrer l'usage de l'IA et la cybersécurité.
- Créer des mécanismes de contrôle et de conformité pour assurer la protection des citoyens et des entreprises.

8. Sensibilisation et Inclusion

- Mener des campagnes de sensibilisation sur les enjeux et opportunités de l'IA auprès des différents acteurs (gouvernement, entreprises, société civile).
- Assurer une inclusion digitale large, notamment par la formation et l'accompagnement des populations défavorisées.

9. Encouragement à l'Innovation et à la Collaboration

- Favoriser la collaboration entre experts, entrepreneurs, institutions académiques et acteurs gouvernementaux pour créer des solutions adaptées aux défis locaux.
- Soutenir les projets d'IA à impact social, économique et médical (ex. : applications pour la santé, l'éducation, la gestion des ressources).

10. Suivi et Évaluation Continue

- Instaurer un mécanisme de suivi des projets d'IA, leur impact et les évolutions technologiques pour ajuster les stratégies en temps réel.
- Impliquer les jeunes talents dans l'évaluation et la conception des solutions futures.

VII. 3. Panel 3 : La jeunesse congolaise, levier de la transformation numérique et boussole du développement de la RDC

1. Éducation et formation

- Adapter les programmes de formation aux enjeux de l'ère numérique (IA, éthique, introspection, communication).
- Ne pas se limiter aux *soft skills* : renforcer également les *hard skills* techniques.
- Intégrer les langues locales dans les outils numériques pour une éducation inclusive.
- Utiliser l'IA de manière responsable, en limitant son usage chez les enfants pour préserver leur développement cognitif.

2. Entrepreneuriat et leadership

- Encourager les jeunes à sortir de leur zone de confort et à oser entreprendre.
- Se former à la structuration juridique des startups (cap tables, Safe Notes, etc.).
- Participer à des conférences et apprendre à se vendre professionnellement.
- Créer des entreprises avec une vision centrée sur l'impact et le service communautaire, pas uniquement la notoriété.

3. Collaboration et posture professionnelle

- S'associer avec des personnes ayant des expertises complémentaires (juridique, scientifique, politique, etc.).
- Faire preuve d'humilité : accepter la critique constructive pour progresser.
- Travailler sa posture professionnelle pour renforcer sa crédibilité dans l'écosystème numérique.

4. Inclusion numérique

- Développer des solutions technologiques inclusives pour les personnes vivant avec un handicap.
- Favoriser une meilleure accessibilité au numérique à toutes les couches de la population.
- Promouvoir une inclusion féminine accrue dans les processus d'innovation et de décision.

5. Politiques publiques et régulation

- Mettre en place un cadre réglementaire clair et adapté pour soutenir les innovations technologiques locales.
- Élaborer des politiques qui encouragent la transformation numérique tout en protégeant les jeunes entrepreneurs.

VII.4. Panel 4 : Lutte contre la désinformation et le discours de haine en période de guerre, cas du Kivu.

1. Régulation et responsabilité des plateformes

- Adopter une législation nationale pour encadrer les discours de haine et la désinformation en ligne.
- Responsabiliser les plateformes numériques comme Facebook en les obligeant à modérer les contenus en langues locales et à collaborer avec les acteurs locaux.
- Réglementer les algorithmes des plateformes afin qu'ils privilégient la qualité de l'information plutôt que l'engagement.
- Revoir la conception des plateformes pour réduire l'incitation à la haine et à la désinformation.

2. Appui aux solutions locales

- Soutenir les initiatives de fact-checking congolaises comme Congo Check ou Le Vrai Info.
- Valoriser et promouvoir les outils éducatifs conçus localement, comme le jeu de Trésor qui sensibilise à la désinformation.
- Favoriser l'hébergement local des données pour limiter la dépendance aux plateformes étrangères.

3. Éducation et sensibilisation

- Mettre en œuvre des programmes de sensibilisation ciblant les enfants et les jeunes sur l'usage responsable des outils numériques.
- Organiser régulièrement des forums et espaces d'échange sur la désinformation, notamment en période électorale.
- Former les modérateurs de groupes en ligne (WhatsApp, Signal, etc.) pour assurer la sécurité et la véracité des échanges.

4. Financement et accompagnement des jeunes

- Faciliter l'accès aux financements pour les jeunes porteurs de solutions technologiques (ex. : Internet Society propose des subventions jusqu'à 50 000\$).
- Encourager la participation des jeunes dans les discussions internationales et régionales sur la désinformation et la gouvernance numérique.

5. Coopération multi-acteurs

- Impliquer les leaders communautaires, influenceurs et médias dans la lutte contre la désinformation.
- Renforcer la coopération entre plateformes, fact-checkers et modérateurs locaux pour mieux réguler les contenus partagés dans les langues locales.
- Promouvoir une approche multidimensionnelle et collective, combinant efforts techniques, politiques, éducatifs et sociaux.

VIII. Conclusion

La 3e édition du FGI Jeunesse RDC (Youth IGF DRC 2025) a réuni une communauté dynamique de jeunes leaders, experts, décideurs et visionnaires. Le forum de cette année a été un moment de véritable engagement et de reconnaissance de la jeunesse en tant que partenaire clé du développement numérique; une vraie plateforme de réflexion et d'inspiration, ouvrant de nouvelles perspectives à la jeunesse congolaise.

Nous avons eu l'honneur de bénéficier du soutien et de la présence des institutions nationales clés en ce qui concerne le numérique et la gouvernance de l'Internet, notamment:

- Le Ministre des Postes Télécommunications et Numérique,

- Le Conseiller du Président de la République pour le numérique et coordinateur de l'ADN,
- L'Autorité de Régulation (ARPTC), et
- Des députés, membres du parlement.

Leur participation active a permis de transmettre un message clair: la jeunesse congolaise ne reste pas en marge de la politique numérique; nous la façonnons. Le forum a donné lieu à des discussions enrichissantes sur des sujets allant de la 5G et de l'IA à la coopération numérique et à l'engagement de la jeunesse.

Un merci spécial aux intervenants et aux panélistes qui ont partagé leur expertise, ainsi qu'à tous les participants qui ont fait de ce forum un succès.



IX. Statistiques

En tout, 252 personnes étaient écrites à participer au forum par le biais du formulaire d'inscription publié sur notre site web, nos pages réseaux sociaux et autres plateformes. Parmi ces 175 personnes soit 69,4% inscrit en présentiel, et 77 personnes soit 30,6% inscrits en ligne.

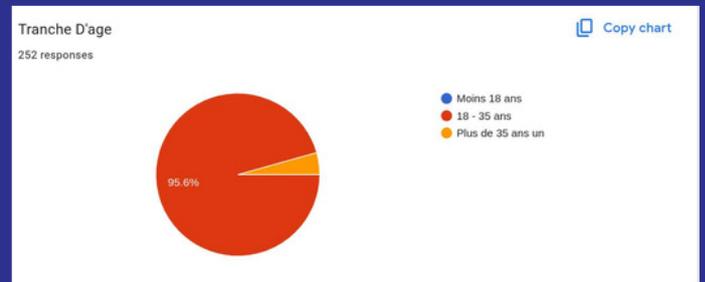
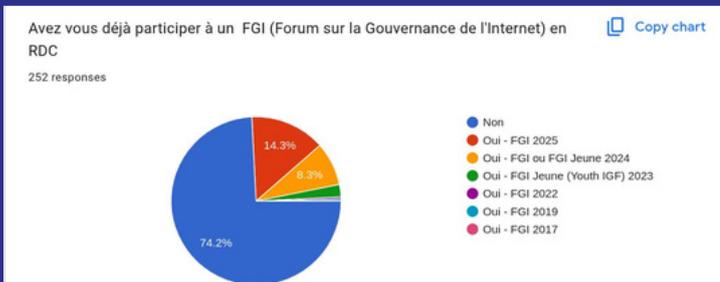
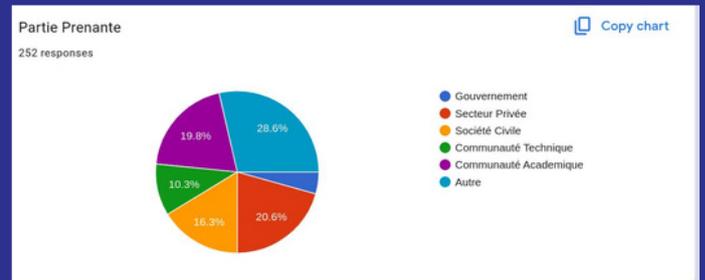
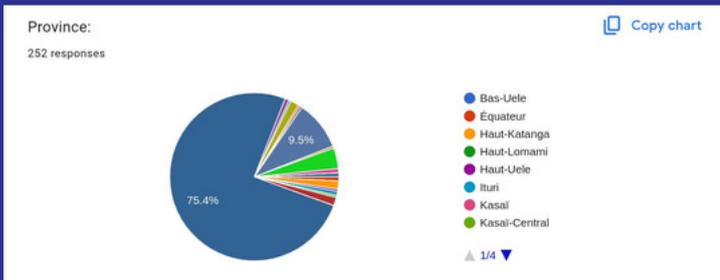
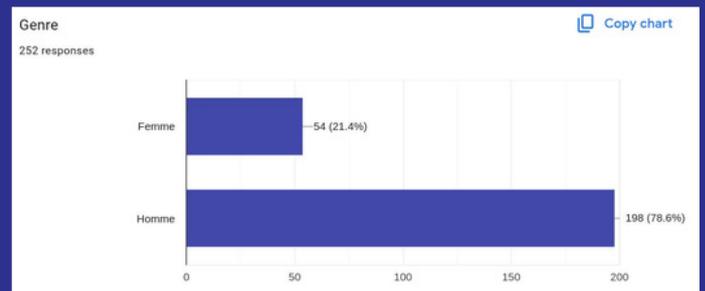
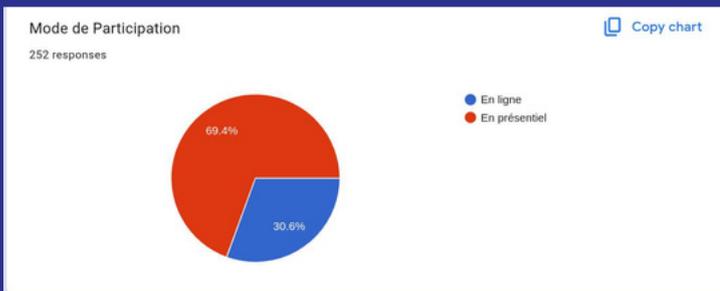
Parmi eux 21,4% des femmes, soit 21,4 personnes et 78,6% d'hommes, soit 198 personnes. Avec 241 personnes soit 95,6% ayant entre 18 et 35 ans d'âge et 11 personnes, soit 4,4% avec plus de 35 ans âgés.

Avec 2 personnes, soit 0,8% ne résidant pas en RDC, et 250, soit 99,2% résident aupaïs, réparties dans 16 provinces

différentes, dont 75,4% dans la capitale Kinshasa.

La répartition des parties prenantes étant comme suite:

- ➔ 11 personnes, soit 4,4% du gouvernement;
- ➔ 26 personnes, soit 10,3% de la communauté technique;
- ➔ 41 personnes, soit 16,3% de la société civile;
- ➔ 50 personnes, soit 19,8% de la communauté académique;
- ➔ 52 personnes, soit 20,6% du secteur privé;
- ➔ 72 personnes, soit 28,6% dans la catégorie autre.



X. Enregistrement & Ressources

L'enregistrement, les images, les reportages, et autres ressources sont disponible au:

www.youthigfdrcc.cd/youth-igf-2025/.

Agenda:

https://youthigfdrcc.cd/data_system/docs//Agenda-YouthIGFDRC2025.pdf

Images:

<https://www.flickr.com/photos/youthigfdrcc/albums/72177720326206944/>

Video synthèse:

<https://www.flickr.com/photos/youthigfdrcc/54539794405/>

Enregistrement: <https://isoc.live/19337/>

- https://www.mediacongo.net/article-actualite-150842_pt_numerique_augustin_kibassa_maliba_ouvre_la_3e_edition_du_forum_des_jeunes_sur_la_gouvernance_de_l_internet_en_rdc.html
- <https://actu7.cd/2025/05/21/pt-numerique-augustin-kibassa-maliba-ouvre-la-3e-edition-du-forum-des-jeunes-sur-la-gouvernance-de-linternet-en-rdc/>
- <https://web.facebook.com/share/v/175tfW6e8e/>
- <https://web.facebook.com/share/v/16osRumpu9/>
- <https://web.facebook.com/ptnticrdc/posts/pfbid02NvFXWoxpeKKziF7jZTtEA2eGotsvCpjpBZEgY8uontNg6Z6SmxuzmgVC9VtXN6sGI?mibextid=wwXlfr>
- https://www.linkedin.com/posts/r%C3%A9gulateur-arptc-1a4324201_jeunesse-congolaise-5g-activity-7332525723292696576-Ylin

X.1. Reportages

- <https://actualite.cd/2025/05/21/en-rdc-la-jeunesse-veut-etre-consideree-sa-juste-valeur-dans-la-mise-en-oeuvre-des>
- <https://www.radiookapi.net/2025/05/22/actualite/societe/la-jeunesse-au-coeur-de-la-transformation-numerique-en-rdc>



XI. Appui Financier et Autres

Ce forum a été rendu possible grâce à l'appui financier de :

- ➔ [Internet Society Foundation](#)
- ➔ [Si Jeunesse Savait](#)
- ➔ Donateurs anonymes

Et avec l'appui de :

- ➔ Autorité des Régulations de la Poste et des Télécommunications du Congo ([ARPTC](#))

- ➔ Ministère des Postes Télécommunications et Numérique (PTN)
- ➔ Agence pour le Développement du Numérique ([ADN](#))
- ➔ Secrétariat [UN IGF](#)
- ➔ [Internet Society](#)
- ➔ Chapitre Internet Society de la RDC ([ISOC RDC](#))
- ➔ Secrétariat exécutif [FGI RDC](#)



MINISTÈRE
DES POSTES, TÉLÉCOMMUNI
ET NUMÉRIQUE



XII. Contacts

Site-web : www.youthigfdrc.cd

Adresse E-mail : info@youthigfdrc.cd

Téléphone : +243 822 655 136

Liste de diffusion :

https://youthigfdrc.cd/mailman/listinfo/drcyouthigf_youthigfdrc.cd

Réseaux Sociaux :

- **X (Twitter) :**
<https://twitter.com/youthigfdrc/>
- **LinkedIn :**
<https://www.linkedin.com/company/youth-igf-drc/>
- **Instagram :**
<https://www.instagram.com/youthigfdrc/>
- **Facebook :**
<https://www.facebook.com/people/Youth-IGF-DRC/100090140421172/>
- **Flickr :**
<https://www.flickr.com/photos/youthigfdrc/>



Numéro de Téléphone

+243 822 655 136



Adresse E-mail

info@youthigfdrc.cd



Site-web

www.youthigfdrc.cd











F G I JEUNE R D C

Troisième Edition

2025

info@youthigfdrc.cd

www.youthigfdrc.cd

